

Le Liban ou la triste réalité d'un Etat tampon

Par Fabrice Balanche,
Maître de conférence à l'Université Lumière Lyon 2,
Membre du GREMO – Maison de l'Orient, Lyon
Fabrice.Balanche@univ-lyon2.fr

Depuis la résolution 1559 de l'ONU, demandant le retrait des troupes syriennes du Liban et le désarmement des groupes armés, beaucoup d'évènements ont secoué le Liban : l'attentat contre Rafiq Hariri en février 2005, le retrait des troupes syriennes en avril 2005, l'attaque israélienne en juillet-août 2006, l'occupation du centre ville par le Hezbollah, divers assassinats (Pierre Gemayel, Walid Aydo ...), le blocage concernant l'élection présidentielle ... Pourquoi cette situation et quel est l'avenir du Liban ? Difficile d'y répondre car la situation est complexe du fait des emboitements d'échelle : conflit USA/IRAN, Liban/Syrie, Israël/pays arabe mais aussi des rivalités au sein de la société et de la classe politique libanaise.

Pour tenter d'y répondre je vous propose donc un éclairage sur la situation politique interne du Liban, mon premier point : « Une situation politique caricaturée par les médias occidentaux », puis dans un deuxième point plus économique comprendre pourquoi le « Liban ne sera plus la Suisse du Moyen Orient » et enfin de replacer la situation libanaise dans le cadre des relations internationales : « Un terrain d'affrontement entre les grandes puissances ».

A – Une situation politique caricaturée par les médias occidentaux

- Une opposition qui se réduirait à « pro-syrien » et « anti syrien »

Le conflit politique qui se déroule au Liban à l'heure actuel entre l'opposition et le gouvernement se réduirait à un conflit entre pro-syrien (l'opposition) et les anti-syriens (le gouvernement), d'après ce que nous entendons dans la plupart des médias. Les syriens veulent contrôler de nouveau le Liban et pour cela ils instrumentalisent les libanais, en particulier leur allié de toujours le Hezbollah. Sur les chaînes de télévision occidentales, face à des islamistes barbus et vociférant en arabe, on nous présente des hommes politiques respectables, parfaitement francophones et anglophones, rasés de près qui se posent en rempart de la démocratie et de la modernité. Le manichéisme est de rigueur.

- République islamique contre Liban laïc et démocratique

Deux modèles s'affronteraient, celui de l'Etat islamique contre un Liban laïc, démocratique et moderne. Certes il est difficile de comprendre le Liban et de l'expliquer en quelques minutes à des téléspectateurs, mais tout de même arrêtons les caricatures. Cessons de donner la parole à des politiciens libanais caméléons qui savent très bien quel discours tenir devant les caméras occidentales. Qualifie-t-on le gouvernement libanais de pro-américain ou de pro-saoudien ? Pourtant si le Hezbollah reçoit des fonds de l'Iran, le « Mouvement du Futur » de la famille Hariri, auquel appartient le premier ministre Fouad Siniora, est financé par les Saoudiens. L'Arabie Saoudite étant, comme tout le monde le sait, un modèle de laïcité et de démocratie.

- Le mouvement du 14 mars

Le 14 mars 2005, une manifestation géante a lieu à Beyrouth pour réclamer le retrait syrien. En tête du cortège : « Le mouvement du futur » de Rafic Hariri, récemment assassiné. La coalition au pouvoir regroupe trois principaux partis : le Mouvement du Futur de Saad Hariri, le Parti Socialiste Progressiste du chef Druze Walid Joumblatt (les Druzes sont environs 5% de la population libanaise) et les Forces Libanaises de l'ancien milicien chrétien Samir Geagea. Le parti Phalangiste, de la famille maronite Gemayel, est membre de cette coalition mais il est marginal sur le plan politique. L'élément essentiel de la coalition au pouvoir est le Mouvement du Futur, composé essentiellement de Sunnites (entre 25 et 30% de la population libanaise), car les deux autres partis ne représentent qu'une petite fraction de la population libanaise.

Mais avant d'être anti-syriens que faisaient donc ces leaders adulés par les chancelleries occidentales ?

Walid Joumblatt fut l'allié indéfectible des syriens durant toute la guerre civile libanaise et jusqu'en 2001, date à laquelle il se serait rendu compte de son erreur pour progressivement devenir le chantre de l'opposition pro-syrienne, 2001 cela correspond au retrait Israélien du Liban, et Walid Joumblatt a compris que la Syrie allait devoir quitter le pays également, d'autant que le nouveau président syrien (Bachar El Assad) avait du mal à s'imposer. Samir Geagea était en prison depuis 1994, officiellement pour avoir été le commanditaire d'un attentat contre une Eglise, officieusement parce qu'il s'opposait à la main mise syrienne sur le Liban, on peut donc lui accorder un certain courage et honnêteté politique si l'on fait abstraction des massacres commis par sa milice durant la guerre civile. Quant à Saad Hariri, qui se pose en continuateur de l'œuvre de son père, on oublie un peu vite que ce dernier fut premier ministre du Liban, et donc chef de l'exécutif, durant quasiment toute la période de l'occupation syrienne du Liban après la guerre civile. Il fut porté au pouvoir par la Syrie et gouverna le Liban avec son appui jusqu'à ce qu'il décide de se séparer de son protecteur.

- **Le mouvement du 8 mars**

Les « pro-syriens », pour reprendre la terminologie officielle des chaînes d'informations, sont « le mouvement du 8 mars » (en référence à une manifestation géante organisée par le Hezbollah à Beyrouth en 2005 pour protester contre l'ingérence occidentale au Liban). Il s'agit du Hezbollah, du Mouvement Amal (chiite), le Courant Patriotique Libre du général Michel Aoun (laïc mais essentiellement composé de chrétiens), des Nassériens, des Communistes et des opposants dans toutes les communautés aux partis et familles de notables qui se sont rangés derrière le « Mouvement du futur » de Saad Hariri. Ainsi la famille druze Arslan, opposant de toujours à la famille Joumblatt, a – t-elle entraîné derrière elle une partie de la communauté druze, dans l'opposition « pro-syrienne ».

Le Hezbollah n'a participé au gouvernement libanais qu'à partir de 2005. Durant toute la période d'occupation syrienne il était en retrait ou en opposition face au gouvernement dirigé par Rafic Hariri. La communauté chiite était représentée dans le gouvernement de Rafic Hariri par le Mouvement Amal de Nabih Berry, qui lui était ouvertement pro-syrien car soutenu à bout de bras par la Syrie. Sa participation au pouvoir lui a d'ailleurs valu une chute constante de sa popularité dans la population chiite, au point qu'il n'a plus d'autre solution que de s'allier au Hezbollah pour sauver sa représentation à la chambre des députés.

Le Courant Patriotique Libre du général Aoun représente la majorité de la population chrétienne du Liban (30 à 35% de la population), et parmi elle ceux qui sont le plus violemment anti-syrien. En 1989, alors que les accords Taïf, signés par l'essentiel des politiciens libanais, mettaient fin à la guerre civile et plaçaient le Liban sous le protectorat syrien, le général Aoun refusa ce diktat et ses troupes opposèrent une farouche résistance à l'armée syrienne. De 1990 à 2005, le général Aoun a vécu en exil en France et ses partisans, restés au Liban, furent poursuivis par la police.

- **Les alliances au Liban sont stratégiques et non idéologiques**

Au Liban les alliances électorales sont stratégiques et non idéologiques. Les intérêts personnels des familles dirigeantes, les ambitions présidentielles et l'appât du gain composent et recomposent les coalitions. Néanmoins depuis le retrait des troupes syriennes du Liban, le politique reprend timidement ses droits. Certes les appartenances communautaires et les clientélistes des grandes familles empêchent l'émergence de grands partis nationaux dépassant les clivages communautaires.

- **Néanmoins deux projets de sociétés s'affrontent au Liban : Etat faible contre Etat fort.**

L'opposition « pro-syrienne », est constituée par des gens de toutes les confessions, plutôt de milieux modestes, qui se rassemblent pour demander un Etat de droit. Ils exigent que le gouvernement rende des comptes sur les 43 milliards de dollars de dettes accumulées pendant 15 ans, sous la tutelle des syriens certes, mais aussi celle de Rafic Hariri. Pourquoi leur quotidien ne s'est-il pas amélioré ? Pourquoi eux, qui n'ont d'autre ressource que leur travail, ne parviennent-ils pas à vivre et élever leurs enfants sans l'angoisse du lendemain. Il n'existe pas au Liban de services publics dignes de ce nom, les coupures d'électricité sont incessantes, l'eau du robinet n'est pas potable, la protection sociale est quasi inexistante, l'éducation est hors de prix, etc.

Le projet politique de la majorité actuelle, est au contraire le démantèlement de l'Etat au profit du secteur privé : électricité, téléphone, éducation, santé ... Les hommes d'affaires, commerçants et financiers dont Hariri est le représentant veulent le moins d'Etat possible, tout comme les féodaux (Joumblatt) qui souhaitent régner sur leur communauté.

La politique ultra libérale de Rafic Hariri et de Fouad Siniora est destinée à refaire du Liban la Suisse du Moyen Orient, mais c'est impossible dans le contexte économique et géopolitique actuel et cela avant bien longtemps s'il peut le redevenir un jour.

B – Le Liban ne sera plus la Suisse du Moyen Orient

- 1945 – 1975 : la Suisse du Moyen Orient

De 1945 à 1975, le Liban était considéré comme « la Suisse du Moyen-Orient ». Un pays prospère, libéral, un paradis fiscal, le lieu idéal pour placer ses capitaux parmi les pays alentours soumis à des régimes « socialistes ». L'Égypte, l'Irak, la Syrie connaissaient des régimes au socialisme affiché, gouvernés par une petite bourgeoisie rurale montée au pouvoir via l'armée et qui avait éliminé la grande bourgeoisie et les grands féodaux. Pour ces derniers le Liban est un refuge où ils peuvent continuer à prospérer : ce sont notamment les capitaux syriens qui sont à l'origine du puissant système bancaire libanais. Pour les pays arabes pétroliers qui commencent à gagner de l'argent, le Liban dispose des infrastructures dont ils sont dépourvus. Lors du pèlerinage à la Mecque, les pèlerins changeaient de l'argent à Djeddah ou la Mecque contre la monnaie locale que les Saoudiens échangeaient ensuite à Beyrouth contre des dollars. L'aéroport de Beyrouth était une escale obligatoire au Moyen Orient, son port était la porte d'entrée du Moyen-Orient

- Le Liban n'est plus l'interface entre l'Europe et les pays arabes du Golfe

Le Liban a perdu ses avantages comparatifs d'avant la guerre civile. Le port de Beyrouth a un médiocre trafic de 6 millions de tonnes alors que Djeddah ou Dubaï dépassent les 100 millions aujourd'hui (voir carte). La capitalisation boursière de Dubaï est des dizaines de fois supérieure à celle Beyrouth qui a perdu son statut, brisée par quinze années de guerre civile. La bourse de Beyrouth pâtit également d'une reconstruction qui ne donne pas les bénéfices escomptés.

- Faire du Liban un pays touristique pour les pays du Golfe et la riche diaspora libanaise.

Rafic Hariri, soutenu par l'Arabie Saoudite et les Syriens, avait lancé une politique de reconstruction dont le but principal est de redonner à Beyrouth sa place d'avant la guerre civile. Il avait misé sur une paix durable (accords de Madrid, accords d'Oslo) et espérait l'évacuation rapide d'Israël et de la Syrie du Liban. Il voulait attirer les capitaux de la diaspora libanaise et les investisseurs arabes du Golfe. La politique de reconstruction se résume au centre ville : centre de loisir et de boutiques de luxes mais aussi machine à blanchir les capitaux. Ce centre ville est construit par la société Solidaire, propriété de la famille Hariri, qui vend les appartements ou les locaux en retirant des bénéfices substantiels à mesure de l'avancée des travaux, quant à l'Etat libanais, dirigé par la famille Hariri, il finance les infrastructures : autoroutes urbaines, réseau électrique ... et bien sûr l'aéroport, surdimensionné mais qui permet de rejoindre le centre-ville en 15 mn, alors que les autres déplacements exigent des heures en raison des embouteillages énormes de Beyrouth.

- Le redressement de livre libanaise et la croissance du secteur financier

Un autre axe de sa politique fut le redressement de la livre libanaise : en 1990, il fallait 3000 LL pour acheter un \$ contre 5 LL en 1984. Depuis 15 ans la LL est stable : 1500 LL pour 1 \$ mais cela n'a pas été réalisé que par un endettement massif. En 1990, le Liban avait 2 milliards de dollars de dette ; en 2007, le Liban a 45 milliards de dettes. L'Etat libanais n'a pourtant emprunté que 9 milliards de dollars en termes d'investissement potentiel. Les 38 milliards de différence sont les intérêts à reverser aux créanciers. Les bons du trésor lancés par le gouvernement Hariri avaient un intérêt de 40% dans les premières années pour atteindre aujourd'hui 9%, ce qui reste bien au-dessus du taux mondial. A noter que les bons du trésor à 40% ont été réservés à l'entourage du Premier Ministre, qui a ainsi

remboursé rapidement le capital personnellement investi. L'essentiel des bons du trésor sont dans les banques libanaises qui gagnent ainsi de l'argent sans effort, rémunérant grassement leurs clients.

- **La politique de reconstruction de Hariri est un échec**

On atteint la limite de cette politique aujourd'hui. Le pays souffre de coupures d'électricité, l'eau est non potable, les services éducatifs et sanitaire publics sont de mauvaise qualité. La corruption, la gabegie, la mauvaise gestion sont les normes du Liban actuel. Pour résorber ces tares, le gouvernement au pouvoir annonce une cure d'austérité quand les manifestants réclament du travail et des services publics car ils n'arrivent simplement plus à vivre dans ce pays. Quant au tourisme, présenté par Rafic Hariri comme la nouvelle ressource du pays depuis deux ans il s'est effondré avec la succession des crises politiques.

Cette politique provoque un déséquilibre du territoire libanais au profit de Beyrouth qui concentre l'essentiel des richesses et des investissements. Elle provoque une augmentation des écarts de revenus dans la population et notamment un appauvrissement du support de la démocratie : la classe moyenne. La population démunie est forcée d'émigrer ou de se soumettre au clientélisme politique. Un clientélisme politique auquel adhèrent les partis libanais à l'égard des puissances étrangères.

C – Un terrain d'affrontement entre les grandes puissances

Le terme d'Etat tampon, expression empruntée à Georges Corm, ancien ministre des finances et historien, convient parfaitement au Liban puisqu'il est depuis l'indépendance le terrain d'affrontement des puissances étrangères, grandes ou petites. Et ce en raison de la faiblesse de l'Etat et de l'absence d'unité nationale : « Koulouna lil watan » (tous pour la patrie), titre de l'Hymne national n'est guère représentatif de la réalité politique libanaise, puisque les différents partis, émanation des communautés et des clans, n'hésitent pas à aller chercher des soutiens à l'étranger ou à répondre favorablement aux sollicitations de l'étranger pour s'imposer au Liban.

Les voisins du Liban : Israël et la Syrie s'affrontent sur le terrain libanais, nous verrons tout de suite leur politique à l'égard du Liban, mais plus globalement et à travers ces deux acteurs nous avons trois politiques internationales : celle des USA et de ces alliés (Israël et l'Arabie Saoudite), le camp iranien auquel appartient la Syrie et qui est soutenu par la Chine et plus timidement la Russie, et enfin l'Union Européenne dont la France, l'acteur international qui a le plus à perdre dans l'affrontement Iran/USA et qui tente d'étendre les feux qui s'allument dans sa périphérie. La politique internationale dans laquelle la coopération décentralisée à l'égard du Liban s'inscrit.

1 – La Syrie : imposer son protectorat sur le Liban

- **Refus de l'indépendance séparée du Liban.**

La Syrie a toujours refusé la scission avec le Liban. Quand la France a obtenu le mandat sur la Syrie, elle a appliqué la règle du diviser pour régner et s'appuyer sur les minorités. Les territoires du Levant sous mandat français furent donc divisés en plusieurs Etats. L'Etat de Damas, l'Etat d'Alep, l'Etat des Druzes, l'Etat des Alaouites, le Sandjak autonome d'Alexandrette (pour la minorité turque) et le Liban destiné à être l'Etat des maronites. Damas et Alep furent réunis en 1924, en 1936 l'Etat Alaouite et l'Etat Druze rejoignirent la Syrie mais en 1943, date de l'indépendance officielle, le Liban obtint une indépendance séparée de la Syrie. Dès lors les Syriens ne cessèrent de gêner le Liban : rupture de l'union douanière en 1950, blocage de la frontière ... et ce même sous des gouvernements libéraux.

- **La Syrie profite de la guerre civile pour s'imposer au Liban.**

Avec l'arrivée au pouvoir du parti Baath, chantre du nationalisme arabe, la pression s'est accentuée. En 1977, la Syrie profite de la guerre civile pour intervenir au Liban, à l'appel du gouvernement libanais, empêchant les Palestiniens et leurs alliés libanais de prendre le pouvoir. En 1990, les Etats

Unis ont offert le Liban à la Syrie en échange de son soutien lors de la première guerre du Golfe. Ce protectorat syrien était-il durable dans l'esprit de l'administration Bush père ? S'agissait-il d'offrir le Liban à la Syrie en échange du renoncement au plateau du Golan ?

- **La Syrie place Rafic Hariri**

L'ancien vice président Syrien, Abdel Halim Khadam, sunnite de Baniyas (sur la côte syrienne) et proche des Saoudiens (son frère prospère en Arabie Saoudite) a convaincu Hafez El Assad de placer à la tête du Liban Rafic Hariri. Ce dernier, issu de la classe moyenne, est un homme d'affaire qui a la confiance de l'Arabie Saoudite, protectrice des sunnites du Liban. Il n'appartient aux grandes familles libanaises et en ce sens il est proche de la classe politique au pouvoir à Damas : une petite bourgeoisie rurale qui s'est imposée face aux élites urbaines traditionnelles. Les Syriens pensent pouvoir manipuler Rafic Hariri.

- **La Syrie noyauté l'administration, l'armée et les services de renseignement.**

Hafez El Assad est un politicien rusé, il joue au pompier pyromane et sait diviser pour régner. Il n'a aucune confiance dans les politiciens libanais qui entourent Hariri et dans Hariri lui-même. Toutes les promotions dans l'armée et les services de renseignement sont décidées à Damas. L'administration civile est contrôlée par les alliés de la Syrie au Liban : le mouvement Amal mais aussi Walid Joumblatt et le mouvement du futur de Hariri. Après la mort d'Hafez El Assad (2000), Bachar El Assad rencontre des difficultés pour s'imposer ... Rafic Hariri décide de rompre le pacte tacite qui le lie aux Syriens. Il a le soutien des USA et de la France, il démissionne de sa place de Premier Ministre, l'opposition emmenée par Walid Joumblatt lui demande de se rallier à elle : il est assassiné en février 2005, sans doute parce qu'il a rompu avec Damas. La stratégie de Damas consiste désormais à prouver qu'il n'est pas de paix possible au Liban sans son concours.

2 – Israël : sécurité et destruction du modèle libanais

- **Sécuriser la frontière nord : contre les Palestiniens puis le Hezbollah.**

Israël souhaite sécuriser sa frontière nord face aux attaques des Palestiniens puis du Hezbollah. En 1978, Israël occupe le Sud Liban (la zone dite de « sécurité ») avec l'aide d'une milice libanaise l'Armée de Libération du Liban Sud du major Hadad. En 2000, elle se retire de ce territoire sauf de la région de Chebaa sur les pentes du Mont Hermon. Israël a mené sur le territoire libanais des interventions destructrices (1982 : invasion du Liban et siège de Beyrouth ouest, 1996 : opération « raisin de la colère » et massacre de Qanaa, été 2006 : « la guerre des 33 jours »)

Le Hezbollah représente une menace réelle pour la sécurité d'Israël dans la mesure où il dispose d'armes sophistiquées lui permettant d'atteindre les principales agglomérations de son territoire. Les tirs sporadiques de roquettes sur la zone frontalière au nord d'Israël, ces dernières années, faisaient peu de victimes côté israélien. Israël a toujours été à l'abri d'une attaque massive du Hezbollah sur son territoire. Dans le cas contraire, l'État hébreu ne se serait jamais retiré du Sud Liban en 2000. Il sait parfaitement que le gouvernement libanais est trop faible pour empêcher le Hezbollah ou des groupes palestiniens de tirer sur son territoire, même dans le cas d'un retrait de l'armée syrienne du Liban. Comment la fragile armée libanaise pourrait-elle désarmer un mouvement aguerri au combat, auréolé par la « libération » du Sud Liban et disposant d'un solide soutien de l'Iran et de la Syrie ? Comment croire que la Syrie abandonnera un atout majeur dans le règlement global du conflit qui l'oppose à l'État hébreu ? Le Hezbollah évite à la Syrie une confrontation directe avec Israël tout en maintenant ses revendications légitimes sur le plateau du Golan, occupé depuis 1967 par Israël.

- **Israël veut détruire le Liban en tant qu'Etat multicommunautaire, démocratique et prospère.**

Depuis cinq ans, la paix et la reconstruction commencent à porter leurs fruits au Liban. Les touristes arabes reviennent en masse et investissent dans le Pays du cèdre. Ils étaient nombreux à fréquenter les restaurants du centre-ville, à estiver dans la montagne. Même durant l'hiver, ils venaient se risquer sur les pistes de ski de la montagne libanaise. Beyrouth est redevenue une capitale des plaisirs et de la volupté pour les Saoudiens soumis aux rigueurs du wahhabisme. L'immobilier s'est

mis à flamber à Beyrouth, en particulier dans le nouveau centre-ville reconstruit par les sociétés de Rafic Hariri, le premier ministre assassiné en février 2005, mais aussi dans la montagne chrétienne où les ressortissants du Golfe achetaient des appartements et des villas d'estivage. Cet afflux de capitaux, ajouté aux remises des émigrés libanais, entretenait une certaine prospérité économique au Liban et commençait à se diffuser à l'ensemble de la population. Certes Beyrouth était loin d'avoir retrouvé l'importance économique qu'elle avait avant la guerre civile : le port de Beyrouth a définitivement perdu sa fonction de transit vers les pays du Golfe, le secteur financier est très loin derrière les villes du Golfe : Dubaï, Riyad ou Koweït City, quant aux médias arabes, c'est également à partir des capitales du Golfe qu'ils diffusent et non plus de Beyrouth.

La qualité de la vie et la confiance dans l'avenir renaissent sur place toute une population entreprenante et occidentalise sur laquelle il était possible d'asseoir un développement durable. Beaucoup de Libanais qui avaient quitté le pays durant la guerre civile étaient revenus, même si le retour sur investissement n'était pas à la hauteur de leurs espérances, ils avaient la satisfaction de vivre chez eux et de l'espoir pour leurs enfants. À la suite de l'offensive israélienne la situation a radicalement changé. La confiance des Libanais dans leur pays est cassée. Dans les prochains mois nous allons assister à une hémorragie des forces vives du pays vers l'étranger, ce qui est beaucoup plus dommageable pour le Liban que les destructions matérielles causées par la guerre. La fragile stabilité politique du Liban repose sur l'existence d'une classe moyenne laïque, tout du moins dans son comportement politique, capable de construire une véritable démocratie et non d'une masse, peu ou mal éduquée, soumise à des notables traditionnels et des religieux. N'est-ce pas cela que souhaite Israël à la suite de cette opération militaire ? Prouver au monde occidental qu'il est la seule démocratie du Proche-Orient afin qu'il bénéficie de son soutien aveugle et puisse unilatéralement tracer ses frontières ?

3 - Les USA : Le « Grand Moyen Orient »

Il faut prendre la politique de Grand Moyen de Georges Bush au sérieux : la création d'un Irak fédéral sur des bases communautaires (chiite, sunnite et kurde) en est la preuve. Pour l'administration américaine l'Etat nation centralisé ne fonctionne pas dans le monde arabe. Il faut des Etats fédéraux ou homogènes sur le plan communautaire pour que la démocratie et le progrès économique puissent s'épanouir. Les USA prônent l'application totale du principe des nationalités dans le monde arabe.

Derrière cette politique universaliste, il est évident que l'affaiblissement des Etats actuels permet de s'emparer plus facilement des richesses pétrolières de la région. Il faut éviter que de nouveaux concurrents gourmands en hydrocarbures ne viennent faire monter les enchères : la Chine ou l'Inde par exemple.

4 – L'Iran : redevenir une puissance régionale

Il utilise la mobilisation anti-israélienne pour étendre son prestige dans le monde arabe au-delà des communautés chiites. A travers le Hezbollah l'Iran a le monopole de la résistance armée anti-israélienne. La Syrie est alliée de l'Iran depuis plus de trente ans en raison de leur opposition commune à l'Irak de Saddam Hussein. Désormais ils sont unis dans leur opposition à la politique américaine. L'Iran apporte une aide économique à la Syrie : hydrocarbures et investissements industriels.

La Chine et la Russie contestent l'hégémonie des USA au Moyen Orient. Elles s'opposent à l'ONU aux sanctions à l'égard de l'Iran. La visite récente de Monsieur Poutine à Téhéran confirme le soutien de Moscou. C'est peut être le seul élément qui retienne encore les USA de bombardier l'Iran.

5 – L'Union Européenne et la France

- **L'UE : empêcher le Moyen Orient de s'embraser.**

L'Union européenne a une attitude modératrice dans la région. Elle veut éviter que le Moyen Orient s'embrase car les conséquences politiques et économiques seront désastreuses pour l'Union

Européenne. L'envoi de la FINUL au Sud Liban en 2006 participe à cette politique. Il est difficile de résoudre les problèmes de la région uniquement par un partenariat économique, il faut aussi disposer d'une force armée.

Au Liban, l'UE dépense beaucoup d'argent pour la modernisation de l'administration, la reconstruction du pays ... mais la Délégation Européenne a l'impression que c'est le Liban est le tonneau des Danaïdes. Patrick Renaud, l'ex représentant de l'UE entre 2001 et 2006, était totalement désabusé, dans une interview au commerce du Levant (septembre 2006), il affirmait n'avoir vu aucun progrès dans la modernisation de l'administration libanaise et ce malgré les 200 millions d'euros dépensés par l'Union Européenne.

- La politique étrangère de la France au Liban : soutien sans faille à Hariri et alignement sur les USA

Les réunions de Paris I, Paris II et Paris III étaient toutes d'initiatives du Président J. Chirac. Le Président français s'est efforcé de soutenir la politique de Rafic Hariri. Cette relation exclusive entre la France et R. Hariri nous a fait beaucoup de torts, car elle a coupé la France de beaucoup de Libanais critiques à l'égard de la politique de Rafic Hariri et qui comprenaient mal comment la France pouvait-elle soutenir un « affairiste ».

La situation a un peu changé avec l'élection de Mr Sarkozy. Le nouvel ambassadeur tente de renouer le dialogue avec tous les partis. Bernard Kouchner possède des réseaux dans toutes les communautés. Il possède une bonne image au Liban en raison de son implication dans l'aide humanitaire durant la guerre civile. Cependant l'alignement pro-américain de Nicolas Sarkozy et les dernières déclarations de Bernard Kouchner sur l'Iran sont très mal perçues par l'opposition libanaise.

Conclusion : la stratégie américaine du chao rédempteur

Les tensions au Moyen Orient se répercutent immédiatement au Liban. Les puissances étrangères s'envoient des messages par attentats ou coups de force sur la scène politique libanaise. Le blocage de l'élection présidentielle est un parfait exemple du bras de fer : USA/Iran, personne ne veut céder.

L'Iran et la Syrie refusent toute concession à l'égard de Washington car ils savent que toute concession entraîne de nouvelles concessions et sont interprétés comme des aveux de faiblesse. Désormais l'Iran poursuit l'enrichissement du nucléaire et la Syrie sa fermeté à l'égard d'Israël et du Liban de Fouad Siniora.

L'administration Bush désire l'hégémonie au Moyen Orient. Il est peut probable que les USA relâchent leur pression sur l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, laissant d'autres acteurs intervenir (Russie et Union Européenne). Ce qui signifie à court terme le bombardement de l'Iran avec l'approbation des Saoudiens et des pays arabes sunnites. Scénario noir qu'il faut à tout prix éviter car on ne peut pas mesurer les conséquences d'une telle action sur l'humanité.

A très court terme au Liban : la présidentielle. Nous avons deux options probables : l'opposition et la majorité se mettent d'accord sur un candidat de consensus, sur un compromis bancal ; la situation demeure instable mais non dramatique. La seconde option et sans doute la plus probable : la majorité passe en force et impose son président. Cela signifie que nous allons vers deux gouvernements et deux présidents puisque Emile Lahoud refusera de quitter le palais présidentiel. Nous pouvons aussi avoir une solution improbable mais qui serait la plus bénéfique pour le pays: Michel Aoun devient président et ses troupes se rangent progressivement du côté de la majorité. Le Hezbollah ne pourra que s'apaiser privé de l'appui de ses alliés chrétiens.